



Volume 20 numéro 2 - novembre 2008

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Mot du président par intérim Par Félix Meisels | 1 |
| Mot du rédacteur Par Nicolas Toutant | 3 |
| Le Colloque 2008 de la SQÉP Par le Comité organisateur | 4 |
| La planification stratégique, un instrument de gouvernance salutaire ! Par le Conseil d'administration SQÉP | 5 |
| L'intemporel défi de la Société canadienne d'évaluation Par François Dumaine | 6 |
| La professionnalisation ici et en Europe Par Félix Meisels | 8 |
| La Déclaration de Strasbourg | 9 |
| La SQÉP au renfort de la francophonie Par Félix Meisels et Marie Gervais | 11 |
| Sur l'utilisation de l'évaluation : La pensée évaluative et l'utilité du processus d'évaluation Par Michael Quinn Patton | 13 |
| Nouvelles brèves... | 14 |

Société québécoise d'évaluation de programme

affiliée à la Société canadienne
d'évaluation

4120, rue Bériault
Québec (Québec) G2A 3S8
Téléphone et télécopieur : (418) 843-1446
Courriel : info@sqep.ca
Site Internet : www.sqep.ca

Mot du président par intérim

Ce que l'on peut faire ensemble...

Je tiens d'abord à remercier tous ceux et celles qui ont contribué aux réalisations de la SQÉP au cours de la dernière année. Que ce soit lors des activités pour les membres, en écrivant pour le bulletin, en nous fournissant de l'information pour le site Internet ou en siégeant au Conseil d'administration, un bon nombre de membres y ont consacré bénévolement du temps, de l'énergie et de la créativité. Ces efforts ne sont pas seulement appréciés, ils sont à la base même de notre association.

Par ailleurs, je voudrais signaler avec regret la démission de notre président, **André Caron**, survenue en juin dernier pour des raisons à la fois professionnelles et personnelles. André faisait parti du CA depuis plusieurs années et son absence a laissé un vide béant. Chacun des membres met l'épaulé à la roue afin de tenter de combler ce vide. André nous manque.

Nous avons connu une grosse année. Depuis notre colloque 2007, organisé en collaboration avec l'ANÉIS de l'Université de Montréal, nous avons offert des formations sur les compétences essentielles avec le Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales (CLIPP), publié deux numéros du Bulletin, participé aux débats sur la professionnalisation, contribué au renforcement de l'évaluation dans la Francophonie et invité le monde de l'évaluation tout entier à Québec pour le Congrès de la Société canadienne d'évaluation (SCÉ).

Il n'arrive qu'une fois aux sept ou huit ans que le congrès de la SCÉ se tienne au Québec. Son organisation est un défi important demandant des efforts sur plus d'un an. Grâce à l'implication de nombreux bénévoles, notamment **Marie Gervais, Ghislain Arbour, Martin St-Louis, Hélène Johnson, Martin St-Louis, Philippe Parenteau** et **Annie Bernard**, ainsi que les membres du CA **Jacques Gagnon** et **Richard Marceau**, le Congrès a attiré plus de 500 évaluateurs de 16 pays différents. Plusieurs étudiants, qui sont nommés ailleurs dans ce bulletin, ont également contribué à titre de bénévoles durant ce qui a été le plus important congrès de l'histoire de la SCÉ, à l'exception seule des congrès conjoints avec l'American Evaluation Association (AEA). Avec plus de 120 présentations, une offre de formation exceptionnelle, des tables rondes stimulantes, des plénières de haut niveau et de nombreuses occasions d'échange, le Congrès de Québec a été un succès retentissant.

La SQÉP a été active sur le plan international, et a notamment participé aux congrès de l'Australasian Evaluation Society (AES) et de la Société européenne de l'évaluation (EES), en plus du Colloque européen *L'évaluation des politiques publiques en Europe – Cultures et futurs* organisé par la Société française de l'évaluation (SFE). Nous avons contribué à établir le Réseau francophone d'évaluation (RFE) avec les collègues de France, de Belgique, de Mauritanie, de Suisse, et nous avons signé la Déclaration de Strasbourg, enjoignant l'Organisation Internationale de la Francophonie de ne pas renoncer à appuyer l'évaluation dans l'espace francophone.

Nous avons également continué de suivre l'évolution du projet sur les désignations professionnelles de la SCÉ, intervenant à chaque fois dans l'intérêt des membres de la SQÉP, et conformément aux orientations qu'ils nous ont donné lors des consultations formelles. De manière continue, des informations ont été publiées sur le site Web de la SQÉP afin de vous informer des principales orientations et décisions concernant ce dossier. Soulignons qu'à notre initiative, le projet a fait l'objet d'une présentation récapitulative en plénière, avec traduction simultanée, lors du Congrès de Québec.

Au cours de l'été, nous avons entamé ce que les cousins français auraient appelé *le renouvellement de notre projet associatif*. L'appellation d'ici, moins attrayante, mais qui traduit néanmoins l'importance de l'exercice, est une planification stratégique. Un autre article dans ce numéro du Bulletin fait état de ces réflexions. Nous souhaitons les poursuivre avec vous et une présentation et discussion sont d'ailleurs prévues lors du Colloque de la fin de novembre.

L'année aura donc été remplie d'activités et d'évènements, et peuplée de gens carrément formidables. Voilà une des plus importantes gratifications de notre discipline : elle nous permet de côtoyer des gens humains, intelligents, dynamiques et engagés. J'aimerais reconnaître la contribution remarquable de nos recrues de Montréal : **Nicolas Toutant**, **Barbara Rufo** et **Chantal Gadbois**, qui, chacun à leur façon commencent à laisser leur marque au CA.

Enthousiasmés par le succès du Congrès de mai dernier, nous vous convions à un colloque le 28 novembre prochain, à Montréal. Organisé par **Caroline Comeau** et **Constance Herrera**, le colloque comprendra une présentation du Secrétariat du Conseil du trésor sur un outil de planification stratégique, une présentation sur l'analyse différenciée selon les sexes par le Secrétariat à la Condition féminine et une table ronde portant sur la question « À qui appartiennent les résultats d'une évaluation ? »

Avant de terminer, je voudrais exprimer ma reconnaissance et celle du CA, à **Michel Gagnon**, notre secrétaire administratif et la voix au bout du fil lorsque vous composez le numéro de la SQÉP, pour tout le travail accompli au cours de la dernière année.

Nous espérons vous voir en grand nombre à Montréal !

Félix Meisels
Président par intérim de la SQÉP



Desjardins

**Caisse du personnel de l'Administration
et des Services publics**

 École nationale
d'administration publique

L'UNIVERSITÉ DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE



Rédacteur en chef

Nicolas Toutant

Collaborateurs et collaboratrices

Caroline Comeau
François Dumaine
Marie Gervais
Constance Herrera
Ian Nicolas Hovelaque
Félix Meisels

Tirage : 400



Au bout du fil :

Nicolas Toutant

Jolicoeur & Associés
370, rue Rachel Est
Montréal (Québec) H2W 1E9
Téléphone : (514) 284-3106, poste 102
Courriel : nicolas.toutant@etudesondage.com



Secrétariat :

Michel Gagnon
4120, rue Bériault
Québec (Québec) G2A 3S8
Téléphone et télécopieur :
(418) 843-1446
Courriel : info@sqep.ca
Site Web : www.sqep.ca

Conseil d'administration :

Félix Meisels, président par intérim
Barbara Rufo, vice-présidente Montréal
Constance Herrera, trésorière
Daniel Marchand, secrétaire
Sylvain Bernier, président sortant
Chantal Gadbois, administratrice
Jacques Gagnon, administrateur
Richard Marceau, administrateur
Nicolas Toutant, administrateur

Mot du rédacteur

La SQÉP, déjà 20 ans....

Avec l'arrivée de l'automne, de nouveaux changements touchent le conseil d'administration de la SQÉP. En effet, le président de la société, André Caron a dû quitter ses fonctions pour des raisons professionnelles et personnelles. Nous tenons à le remercier pour ses efforts au sein de notre organisation aux cours des dernières années. Suite à cette nouvelle, Félix Meisels a accepté de relever le défi à titre de président par intérim.

Quant aux activités de la société, la poussière retombe tranquillement sur le grand événement du printemps, le colloque de la Société canadienne d'évaluation à Québec organisé par la SQÉP. Ce rendez-vous a d'ailleurs été un franc succès en terme de participation ainsi qu'en matière de qualité des présentations.

Suite à ces événements, le nouveau président de la société canadienne d'évaluation de programme, François Dumaine a accepté de participer à ce bulletin par un article sur un enjeu qui est également important pour la SQÉP, la pertinence de notre organisation. La réflexion de François Dumaine sur la pertinence n'est pas étrangère à l'effort de planification stratégique actuellement en cours à la SQÉP.

Cette année, notre organisation fête ses 20 ans d'existence et entreprend une réflexion sur sa mission, ses objectifs et ses priorités. Vous serez conviés en tant que membres, à prendre connaissance des fruits de la réflexion en cours lors de notre colloque qui se tiendra le 28 novembre, alors que les premiers éléments seront présentés. Nous souhaitons vous y voir en grand nombre.

Le présent bulletin propose un suivi du grand dossier que constitue la professionnalisation de l'évaluation. Vous pourrez également lire un article sur l'évaluation et la francophonie ainsi que la Déclaration de Strasbourg qui constitue un effort louable pour renforcer l'évaluation dans la francophonie. On retrouve également un article de Michael Quinn Patton de l'Union Institute and University ayant fait l'objet d'une traduction.

Finalement, vous pourrez prendre connaissance d'un certain nombre d'informations intéressantes concernant le milieu de l'évaluation. J'invite également les membres de la SQÉP qui auraient des informations intéressantes ou des articles à proposer à prendre contact avec nous.

Bonne lecture !

Nicolas Toutant
Rédacteur en chef

**Invitation au dix-septième colloque annuel
de la Société québécoise d'évaluation de programme (SQÉP)
le 28 novembre 2008, à Montréal**

L'année 2008 est une année importante pour la SQÉP. En effet, en mai dernier, nous avons été les hôtes du Congrès annuel de la Société canadienne d'évaluation réunissant plus de 500 participants venus du monde entier à Québec. De plus, cet automne, nous fêtons les vingt ans de notre Société. Après deux décennies d'existence, la SQÉP doit opter pour différentes orientations concernant son développement, c'est pourquoi le conseil d'administration a entrepris un exercice de planification stratégique qui nécessite maintenant d'être partagé et validé auprès de tous les membres.

Dans ces circonstances exceptionnelles, le comité du colloque a opté pour une formule différente pour notre 17^e rencontre annuelle. Ainsi, nous ne sollicitons pas de propositions de communications mais nous offrons des conférences et des discussions sur des questions d'actualité touchant l'évaluation au Québec. Ce colloque sera l'occasion de découvrir des nouveautés et de vous prononcer sur l'avenir de la SQÉP.

Au plaisir de vous y rencontrer !

• Conférences :

« **L'analyse différenciée selon les sexes : une approche à intégrer dans les évaluations** »

Par Mme Gina Morency, directrice de la coordination, Secrétariat à la condition féminine

« **La carte stratégique : enjeux pour l'évaluation de programme** »

Par M. Érick N. Bouchard, spécialiste en questions complexes en gestion axée sur les résultats

Sous-secrétariat à la modernisation de l'État, Secrétariat du Conseil du trésor

• Table ronde : « **À qui appartiennent les résultats d'une évaluation?** »

Modératrice : Mme Louise Leclerc, directrice de projet, Raymond Chabot Grant Thornton

- Mme Lucie Dumais, professeur à l'école de travail social de l'UQAM, co-directrice du LAREPPS¹ et membre de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)
- M. Serge Hamel, directeur p. i., Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique du MESS, membre du Groupe des responsables d'analyse et d'évaluation de programmes (GRAÉP)
- Mme Elisabetta Micaro, experte-conseil, Universalia
- M. Sylvain Bernier, consultant et président sortant de la SQÉP
- Représentant(e) d'un organisme caritatif (à confirmer)

- Dévoilement du Plan stratégique de la SQÉP 2009-2012
- Point d'information et discussions sur les normes d'évaluation et les lignes directrices d'éthique adoptées par la Société canadienne d'évaluation (SCÉ)
- Point d'information et discussions sur le projet de désignations professionnelles mené par la SCÉ
- Assemblée générale annuelle, comprenant l'élection de six administrateurs
- Remise du Prix Reconnaissance 2008
- ... et un gâteau d'anniversaire !

Lieu :

Hôtel DoubleTree par Hilton Montréal

505, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H2L 4N3 (Accessible à partir du métro Sherbrooke)

1-800-561-4644, (514) 842-8581 <http://www.doubletreemontreal.com/fr/hotel/>

Tarifification spéciale 20^e anniversaire :

Membre de la SQÉP : 95,00\$

Étudiant (avec pièce d'identité valide, joindre une copie) : 55,00\$

Colloque + adhésion à la SQÉP : 135,00\$

Colloque + adhésion à la SQÉP-Étudiant (avec pièce d'identité valide, joindre une copie) : 75,00\$

Colloque + adhésion à la SQÉP + SCÉ : 255,00\$

Colloque + adhésion à la SQÉP + SCÉ-Étudiant (avec pièce d'identité valide, joindre une copie) : 115,00\$

Non-membre (sans adhésion) : 120,00\$

Groupe de 4 personnes et plus d'un même organisme : réduction de 20 % sur l'inscription au colloque

Inscription :

S'inscrire auprès de la SQÉP en ligne, par la poste ou par télécopieur :

http://www.sqep.ca/Colloque/p_inscription.htm

¹ LAREPPS : Laboratoire de recherche sur les pratiques sociales

La planification stratégique, un instrument de gouvernance salubre !

Par le Conseil d'administration de la SQÉP

Pourquoi une planification stratégique?

La Société québécoise d'évaluation de programme (SQÉP) connaît une période de transition. En effet, depuis quelques années, plusieurs facteurs sont venus transformer son environnement. À l'interne, le roulement classique des administrateurs et le départ de certains d'entre eux, présents et impliqués de longue date, ont abouti au renouvellement important du conseil d'administration. À l'externe, l'évolution de la fonction d'évaluation ainsi que les débats autour du statut de l'évaluateur reflètent l'avènement d'une nouvelle ère pour l'évaluation.

Aussi, au printemps 2008, le conseil d'administration de la SQÉP élargi entamait une démarche de planification stratégique, motivé par la nécessité de développer une vision partagée de la SQÉP afin de renforcer sa place et son rôle au sein de la communauté d'évaluateurs.

Planifier pour mieux gouverner

L'exercice de planification stratégique a pour objectif de permettre à une organisation de « faire le point » sur le passé (bilan), de regarder le présent (caractéristiques de l'organisme à l'interne comme à l'externe) afin de développer ou consolider l'avenir (planification de stratégies). Ainsi, l'exercice de positionnement stratégique permet d'effectuer un état des lieux de la structure, d'observer les grands enjeux du milieu pour projeter des axes stratégiques sur une durée donnée (en l'occurrence trois ans). Mais au-delà de ce processus technique, la planification stratégique est également un formidable outil de gouvernance. Elle permet de clarifier les objectifs (ce que nous voulons) autant que les processus (comment nous souhaitons l'atteindre). Elle vise également à se doter d'indicateurs clairs pour mesurer l'impact de notre travail et répondre ainsi à des exigences de rigueur autant que de transparence.

Vers une communauté d'évaluateurs plus forte au Québec

S'il est trop tôt pour publier ici les résultats de l'exercice de positionnement stratégique de la SQÉP², c'est en revanche l'occasion, à nos yeux, de communiquer notre invitation à ce que cette société devienne plus expressément la vôtre. Que vous puissiez mieux connaître les orientations de la SQÉP, participer à ses activités, profiter du bulletin et l'enrichir, faire de son site Web un outil incontournable, bénéficier de ses formations, proposer des initiatives... et développer ainsi, avec nous, un sentiment d'appartenance permettant de bâtir une communauté d'évaluateurs plus forte au Québec. Tel est le pari que nous vous proposons. À suivre donc...



² Dont les grandes lignes seront partagées lors de la prochaine assemblée générale du 28 novembre 2008.

L'intemporel défi de la Société canadienne d'évaluation

Par François Dumaine, président de la Société canadienne d'évaluation

Ce défi, c'est celui de la pertinence. Voilà donc ce que je souhaiterais aborder dans les prochaines lignes. Et permettez-moi d'être parfaitement honnête en admettant que l'exercice a probablement des fins thérapeutiques, puisque c'est là une question qui me hante depuis que j'ai accédé à la présidence de la Société canadienne d'évaluation (SCÉ) le 1^{er} juillet dernier. Pourquoi une Société canadienne d'évaluation? Existe-t-il dix bonnes raisons d'y être membre? La SQÉP n'est d'ailleurs pas à l'abri d'une telle réflexion. De fait, toute organisation regroupant des adhérents aurait avantage à se laisser habiter par une telle question, au risque de dériver – tranquillement, mais sûrement, comme le veut l'expression – vers l'automatisme, finissant par croire que sa longévité la dispense d'une remise en question. Voilà un piège bien réel que nous sommes déterminés à éviter.

Mais d'abord, merci!

Des moments forts, il y en aura eu à ce congrès de la SCÉ à Québec. On aurait cru que vous en organisiez tous les jours des congrès de cette ampleur! Débats méthodologiques serrés, expériences de tous les coins de la planète, site enchanteur, hôtes impeccables, vous avez même réussi à maintenir un ciel bleu, denrée bien rare en cet été 2008. La belle affaire! Il faut maintenant répéter l'exploit à Ottawa, en mai 2009. Plus entêtés que les lutins du père Noël, les membres de notre comité y travaillent sans relâche. Entre-temps, mille fois merci de nous avoir tant gâtés!

Longévité bien réelle que celle de la SCÉ

On oublie parfois à quel point l'évaluation de programme est une discipline encore toute jeune, probablement au stade de l'adolescence. Profondément enracinée dans le domaine de l'éducation (les libellés « évaluation formative » et « sommative » nous le rappellent constamment), propulsée par l'intervention plus marquée de l'État dans les années 1960, l'évaluation de programme s'installe de plus en plus dans les méandres de la politique publique. Le culte de la gestion axée sur les résultats y est pour beaucoup. De fait, l'évaluation est une composante *sine qua non* de cette approche de gestion. Pas d'évaluation, pas de résultats mesurés. Si l'équation est donc bien établie, la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats n'est toutefois pas sans soulever bien des défis, et autant d'incohérences, mais c'est là une question qu'il faudra aborder ultérieurement.

Des esprits éclairés auront donc vu venir le courant et ont fondé, en 1981, la SCÉ pendant que bien d'autres pays demeuraient parfaitement immunisés à cette discipline. Suis-je tenu d'admettre que les Américains nous ont devancés de deux

ans, en fondant l'*Evaluation Research Society* en 1979 (qui allait devenir la *American Evaluation Association*)? Ce n'est quand même pas du premier pas sur la lune dont il est question!

Aujourd'hui, la SCÉ compte près de 1800 membres, répartis à travers toutes les régions du pays. On retrouve, dans chaque province et aux Territoires du Nord-Ouest, un organisme provincial ou territorial dont la mission est de promouvoir la bonne pratique de l'évaluation de programme et qui agit à titre de section régionale de la SCÉ. Chacun de ces organismes désigne un représentant pour siéger au Conseil national de la SCÉ, auquel s'ajoutent deux personnes élues directement par les membres individuels pour occuper les postes à la présidence et la vice-présidence de la SCÉ.

Consolider la fonction d'évaluation

À mon avis, l'action de la SCÉ peut être jugée à la lumière d'une série de questions qui pivotent autour du principe de l'adéquation. Ainsi, connaissons-nous bien le profil de nos membres, de façon à ce que nos activités puissent répondre adéquatement à leurs besoins? Et la SCÉ entreprend-elle des activités qui relèvent bel et bien de son mandat? Coordonne-t-elle ses activités avec les autres intervenants du domaine de l'évaluation?

Le profil de nos membres – et sa diversité pour être plus précis – constitue bel et bien un des plus importants défis auquel la SCÉ fait face. Alors que pour certains, l'évaluation occupe l'essentiel de leurs activités professionnelles, d'autres entretiennent une relation beaucoup plus cyclique ou décousue avec cette discipline. C'est essentiellement une question de volume : si vous travaillez pour un groupe d'évaluateurs d'un ministère fédéral, votre situation est très différente d'un gestionnaire de projet d'un organisme à but non lucratif chargé d'évaluer son programme tous les trois ans. Aussi, pour l'évaluateur qui agit à son propre compte ou qui œuvre au sein d'une firme privée, l'évaluation se manifeste principalement par la mise en œuvre des collectes de données, leur analyse et la préparation du rapport d'évaluation, alors que pour l'évaluateur au sein d'un ministère, l'évaluation s'illustre plutôt par la planification de la démarche et la gestion des résultats d'évaluation au sein de la structure décisionnelle de l'appareil ministériel. Alors, comme association professionnelle, comment fait-on pour répondre aux besoins de l'ensemble de ces groupes et sous-groupes? A-t-on tendance à privilégier certains au détriment des autres? Ce sont ces questions, parmi d'autres, qui reviennent chaque fois que nous discutons de développement professionnel.

Un principe qui nous permet d'optimiser notre contribution comme organisation professionnelle consiste à nous concentrer à l'intérieur de certaines niches qui cadrent naturellement avec notre mandat et de collaborer le plus étroitement possible avec nos partenaires. Les activités suivantes de la SCÉ illustrent fort bien ce principe :

- La SCÉ publie la *Revue canadienne d'évaluation de programme*, qui constitue, ici comme ailleurs dans le monde, une source privilégiée pour mieux comprendre les grandes tendances méthodologiques ou d'application de l'évaluation de programme.
- Le site Web de la SCÉ constitue un spectaculaire répertoire de ressources en évaluation de programmes, constamment mis à jour et utilisé à travers le monde. À titre d'exemple, en septembre dernier, plus de 2600 documents de notre banque de textes non publiés ont été téléchargés par des internautes.
- La SCÉ organise annuellement le Concours d'évaluation, permettant à des étudiants universitaires de partout au pays de se faire concurrence amicalement dans un duel qui oppose maintenant plus de 15 universités canadiennes. À cela s'ajoutent les programmes d'appui qu'offre le Fonds de la Société canadienne d'évaluation pour l'éducation.
- La SCÉ pilote l'ambitieux projet de désignation professionnelle, qui permettra aux évaluateurs canadiens d'obtenir, sur une base facultative, une désignation professionnelle de la SCÉ. Plus de 30 bénévoles émanant de toutes les régions et de tous les champs de pratique, œuvrent à l'avancement de ce projet, tant sur le plan des

compétences et de la reconnaissance des titres, que des infrastructures requises par ce système.

La SCÉ croit fermement à la complémentarité des rôles et à la collaboration étroite avec nos partenaires. Ainsi, nous tissons des liens serrés avec l'ensemble des organismes provinciaux et territoriaux qui agissent à titre de sections régionales de la SCÉ. En plus d'avoir leurs représentants qui siègent à notre Conseil national, nous avons établi un forum permettant aux présidentes et présidents de ces organismes de collaborer directement entre eux, d'échanger des pratiques exemplaires et d'entreprendre des projets conjoints. Au plan international, nous cultivons notre excellente relation avec l'*American Evaluation Association* et participons activement au sein de l'Organisation internationale de coopération en évaluation. Plus récemment, la SCÉ s'est aussi jointe à la SQÉP et aux autres sociétés nationales francophones pour promouvoir davantage l'évaluation de programme dans les pays de la Francophonie.

En conclusion...

La pertinence d'un organisme comme la SCÉ ne peut être tenue pour acquise. Elle doit simplement se constater. Et à cette fin, notre démarche se poursuit : nous tentons de mieux comprendre nos membres, de mieux cibler nos activités et d'accroître nos collaborations. Souhaitons donc que nos membres se retrouvent dans cette vision et qu'ils puissent adhérer avec confiance à notre organisme.



La professionnalisation ici et en Europe

Par Félix Meisels

Voici quelques informations récentes concernant le dossier des désignations professionnelles pour les évaluateurs. Cet article fait part des dernières décisions du Conseil national de la Société canadienne d'évaluation (SCÉ), et résume également quelques communications présentées lors du Colloque européen *L'évaluation des politiques publiques en Europe – Cultures et futurs* organisé par la Société française de l'évaluation (SFE) en collaboration avec la DeGEval – Gesellschaft für Evaluation, la société d'évaluation de langue allemande qui regroupe les évaluateurs allemands et autrichiens.

À la SCÉ

Rappelons que le projet sur les désignations professionnelles a fait l'objet d'une plénière lors du Congrès de Québecⁱ. Les normes, l'éthique et les compétences proposées ont été expliquées et l'occasion était donnée aux personnes présentes de poser des questions ou de se joindre à l'un ou l'autre des groupes de travail.

Récemment, lors de sa réunion de la mi-octobre, le Conseil national de la SCÉ a pris des décisions qui permettent au comité du projet de continuer à avancer. Ainsi, le système envisagé, qui sera bien sûr volontaire, comprendra deux niveaux : celui de membre et celui de membre *certifié* (*anglais : credentialed*). La désignation *évaluateur certifié* (*EC*) sera attribuée par un conseil ou une commission de certification (Credentialing Board) lorsque l'évaluateur aura fait la démonstration (*has provided evidence*) qu'il ou elle possède la formation et l'expérience requises pour être un évaluateur compétent.

En Europe

Le colloque européen *L'évaluation des politiques publiques en Europe – Cultures et futurs*, qui a eu lieu à Strasbourg les 3 et 4 juillet dernierⁱⁱ, comprenait un forum sur la question de la professionnalisation coprésidée par Maurice Baslé, Président honoraire de la SFE, et Christiane Spiel, Présidente de la DeGEval.

On y a appris que la DeGEval a établi des lignes directrices pour la réalisation d'évaluationsⁱⁱⁱ. La DeGEval est avancée dans la définition de compétences et a développé un outil d'auto-évaluation pour les évaluateurs. Pour l'instant, les compétences comprennent des composantes de connaissances, d'habiletés et d'attitudes.

Le volet connaissances comprend l'histoire et la théorie de l'évaluation, la méthodologie de recherche, ainsi que des connaissances organisationnelles et de contenu. L'expérience pratique de l'évaluation est considérée essentielle – selon l'idée qu'on ne devient pas compétent seulement en apprenant la théorie. Ces compétences sont déjà à la base de l'offre de

formation et de perfectionnement de la DeGEval. Les prochaines étapes comprennent l'élaboration de méthodes pour la mesure des compétences, et la question chaude de la certification.

L'Université Saarland a établi un programme de deux ans de niveau master en évaluation de programme. Déjà trois cohortes l'ont terminé, pour un total de 82 étudiants, incluant ceux qui y sont présentement inscrits.

Le programme est basé sur le travail réalisé par la DeGEval et est justifié par le fait que les clients, de mieux en mieux informés, exigent davantage de preuves de compétence de la part des évaluateurs.

La SFE

La SFÉ a établi un groupe de travail pour l'examen de la question. Notons qu'elle a adopté une Charte d'évaluation^{iv} qui comprend un certain nombre de principes sur les aspects suivants : principe de pluralité, principe de distanciation, principe de compétence, principe de respect des personnes, principe de transparence, principe d'opportunité, principe de responsabilité.

Enfin, une présentation intéressante de Claire Tourmen examinait la question à savoir si l'évaluation constitue une profession. Selon son analyse, un certain nombre de critères doivent être respectés pour qu'une discipline puisse être considérée comme une profession, notamment l'existence d'une communauté de pairs, un corpus de connaissances (savoir faire) spécifique, un accès limité à la « profession », et un critère identitaire.

Selon Mme Tourmen, l'évaluation en France se dirige vers la professionnalisation, si on accepte sa définition, mais n'y est pas encore. Les deux derniers critères ne sont pas encore respectés. Il serait possible de limiter au moins partiellement l'accès à la profession, par exemple, par la voie de désignations professionnelles. Mais tant que les évaluateurs ne s'identifient pas d'abord comme des évaluateurs, mais plutôt comme sociologues, psychologues, économistes, ou autre pratiquant l'évaluation, le critère identitaire ne sera pas respecté.

ⁱ Pour plus de détails sur le projet de la SCÉ : www.evaluationcanada.ca/site.cgi?s=5&ss=6&lang=fr

ⁱⁱ Plusieurs des présentations sont disponibles sur le site du Colloque : www.sfe.asso.fr/fr/strasbourg2008.html

ⁱⁱⁱ Les lignes directrices de la DeGEval sont disponibles en anglais : www.degeval.de

^{iv} La Charte de la SFE ainsi que des informations supplémentaires sur les principes : www.sfe.asso.fr/fr/charte-sfe.html

CONFORTER L'ÉVALUATION DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

La Déclaration de Strasbourg

Les sociétés d'évaluation de l'espace francophone, réunies à Strasbourg le 2 juillet 2008 à l'occasion des 8^{èmes} Journées Françaises de l'évaluation, conformément à l'initiative prise par elles à Niamey au congrès de l'AfrEA en Janvier 2007 et aux engagements confirmés en Mai 2008 à Québec à l'occasion du congrès canadien de l'évaluation, constituent aujourd'hui un réseau dense, fertile et uni autour d'un enjeu partagé : faire reconnaître l'évaluation des politiques publiques et des programmes publics comme une dimension essentielle de la démocratie contemporaine. En vue du prochain sommet de la Francophonie prévu à Québec en Octobre 2008, elles signent aujourd'hui la déclaration commune suivante.

Attendus

Considérant que la plupart des gouvernements et des législateurs de l'espace francophone reconnaissent aujourd'hui l'importance de l'évaluation dans la gouvernance publique

Considérant que l'évaluation des politiques publiques est un gage d'efficacité et d'amélioration de l'action publique, apte à rendre les administrations plus performantes et la dépense publique plus pertinente,

Considérant que l'évaluation des politiques publiques est une démarche de production de la connaissance nécessaire à la prise de décision publique lorsqu'il s'agit d'engager, de poursuivre, de modifier, ou d'interrompre une politique publique,

Considérant que les pratiques de l'évaluation pluraliste confèrent à l'action publique sa nécessaire transparence et favorisent ainsi sa compréhension par les citoyens, devenant de facto un vecteur de développement de la citoyenneté éclairée dont nos démocraties ont besoin,

Considérant que l'évaluation contribue ainsi à la consolidation et à la maturation de la démocratie dans les sociétés contemporaines, fonction nouvelle rendue nécessaire par la complexité de la décision et de l'action publique,

Appel aux gouvernants

Les sociétés d'évaluation de l'espace francophone appellent les États membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie ainsi que l'ensemble des organisations internationales auxquelles ils participent à soutenir le développement des modèles et des pratiques francophones d'évaluation des politiques et programmes publics qui soient :

- aptes à conforter la démocratie dans l'espace francophone,
- respectueuses de la diversité des cultures et des pratiques de gouvernance publique,
- basées sur l'usage du français que nos pays ont en commun, cet outil de compréhension mutuelle étant nécessaire tant au regard des diverses langues pratiquées dans un même pays, qu'au regard des inadéquations constatées à l'occasion d'évaluations conduites dans une autre langue internationale.

Engagements

Les sociétés d'évaluation de l'espace francophone pourront ainsi, avec le soutien actif de l'O.I.F. et des organisations internationales :

- constituer un corpus théorique et technique accessible en français pour tous les acteurs publics et privés de l'évaluation dans la francophonie (alors que la majorité des outils et méthodes ne sont aujourd'hui accessibles qu'en anglais),
- consolider l'offre francophone d'évaluation sur l'ensemble des marchés publics et privés internationaux,
- développer entre elles une coopération active visant à :
 - capitaliser les savoirs et expériences,
 - forger une offre de formation et de qualification francophone,

- faciliter la publication des articles et des travaux francophones,
- mettre en réseau les diverses initiatives prises par elles autour de la question de la professionnalisation de l'évaluation.

et, ce faisant

- conforter l'existence d'un monde pluriculturel et multipolaire garantissant à la francophonie sa place à côté d'autres espaces linguistiques,
- contribuer à valoriser les modes de penser et de faire propres aux cultures démocratiques francophones (valeurs, institutions, comportements, conceptualisation),

Dans cette perspective, les sociétés d'évaluation de l'espace francophone entendent :

- voir confirmé le rôle essentiel du portail Internet mis en place par l'OIF et s'organiser collectivement pour le faire vivre,
- organiser les fonctions d'animation, de formation, de publication, et de promotion publique au sein du réseau d'évaluation francophone
- mettre dès à présent en réseau les ressources nationales existantes (bulletins internes, agendas, publications, normes et standards, etc.)

Les organisations signataires de la présente déclaration s'engagent à demander à leur gouvernement et à leurs représentants auprès des instances internationales d'inscrire l'évaluation des politiques et programmes publics comme une priorité stratégique et de mobiliser les ressources nécessaires à cet effet.

Strasbourg, le 2 juillet 2008

Société Française de l'Evaluation (SFE) :

Représentée par Guy Cauquil, Président

Association Mauritanienne d'Evaluation (AMSE) :

Représentée par Oumoul Khayri Ba Tall, mandatée par le Bureau

Réseau Nigérien d'Evaluation

Représenté par Yaye Seydou, Directeur General de l'Evaluation des Programmes, au Ministère des Finances

Société Canadienne d'Evaluation

Représentée par Félix Meisels, Membre du Bureau

Société Québécoise d'évaluation de Programme (SQÉP)

Représentée par Félix Meisels, Président par intérim

Société Suisse d'Evaluation (SEVAL),

Représentée par Katia Horber-Papazian, mandatée par le Comité

Société Wallone d'Evaluation et de Prospective (SWEP) :

Représentée par Jean-Louis Dethiers, Membre du Comité Exécutif

Organisation Internationale de Coopération en Evaluation (OICE)

Représentée par Oumoul Khayri Ba Tall, Présidente

La SQÉP au renfort de la francophonie

Par Félix Meisels avec la collaboration de Marie Gervais

Le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, qui est actuellement aussi Président de l'Union européenne, a fait un arrêt à Québec en pleine crise financière ce mois d'octobre, pour assister, avec plus de cinquante ministres et chefs d'État, au XI^e Sommet de la Francophonie. Le thème de cet important rassemblement était la gouvernance et la SQÉP, en concertation avec plusieurs sociétés d'évaluation du monde, y a fait des représentations en vue du renforcement de l'évaluation dans l'espace francophone.

Depuis plusieurs années, les sociétés d'évaluation d'États francophones communiquent, tissent et entretiennent des liens entre elles et se rencontrent à l'occasion, par exemple, lors de congrès internationaux, et depuis peu, par l'entremise d'appels-conférence Internet. Le besoin d'action concertée se fait sentir de manière plus aiguë depuis quelque temps, puisqu'un changement de cap est pressenti à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui en 2004, s'était engagée à appuyer l'évaluation dans l'espace francophone.

Deux réunions ont eu lieu au cours des derniers mois et ont donné comme résultat la Déclaration de Strasbourg, reproduite aux pages 9 et 10 de ce bulletin et la constitution du Réseau francophone de l'évaluation (RFE). En mai 2008, les évaluateurs de plusieurs pays francophones se sont réunis au Château Frontenac en marge du congrès de Québec. Cette initiative de **Marie Gervais**, récipiendaire du Prix Reconnaissance de la SQÉP en 2007, s'est avérée un grand succès puisque 10 sociétés d'évaluation et trois organismes internationaux engagés dans l'espace francophone étaient représentés. De nombreuses questions d'intérêt commun y ont été débattues dont notamment la nécessité de mieux se coordonner pour valoriser l'importance de l'évaluation dans nos démocraties, pour soutenir la professionnalisation de la fonction d'évaluation, pour rehausser l'offre de formation en évaluation pour un public francophone et pour optimiser les occasions d'échanges et de partenariats sur des sujets d'intérêts communs. Les fondements de la future Déclaration de Strasbourg ont également été discutés à cette occasion.

Une autre réunion s'est tenu en juillet à Strasbourg lors du Colloque européen *L'évaluation des politiques publiques en Europe – Cultures et futures*, organisé par la Société française d'évaluation en association avec la DeGeval, la société d'évaluation de langue allemande. Lors de cette rencontre, la Déclaration de Strasbourg a été finalisée et des actions concertées ont été convenues en prévision du Sommet de la Francophonie de Québec. Le passage au Parlement Européen, où se tenait le Colloque, de monsieur **Éric Besson**, secrétaire d'État auprès du Premier ministre français chargé de la

Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, a été l'occasion de lui remettre la Déclaration de Strasbourg, lors d'une brève cérémonie dans l'enceinte du Parlement Européen. Les représentants ont également constitué le Réseau francophone d'évaluation, réseau regroupant les associations, sociétés et réseaux d'évaluation ainsi que d'autres organisations ou institutions intéressées par la valorisation et le développement de l'évaluation dans l'espace francophone. Ils ont également développé une stratégie internationale visant à promouvoir le Portail francophone d'évaluation, à dynamiser son utilisation et assurer son financement ultérieur.

Les rencontres de Québec et de Strasbourg ont ainsi permis de relancer les premières discussions sur l'évaluation et la Francophonie. Rappelons en effet que la toute première rencontre de sociétés francophones d'évaluation a eu lieu en septembre 2004, à Paris¹. Les **ACTES DES PREMIÈRES JOURNÉES FRANCOPHONES DE L'ÉVALUATION**, publiés par l'Agence internationale de la francophonie, font état des discussions de cette réunion, dont les buts étaient de tracer un état des lieux de l'évaluation dans l'espace francophone et d'amorcer la constitution d'un réseau international francophone en évaluation. Dès l'introduction du document, on retrouve la raison d'être de cette première réunion sous forme d'un constat : un certain retard des pays francophones en matière d'évaluation.

Selon les **ACTES**, la culture de l'évaluation, issue de l'Amérique du Nord, a mis beaucoup plus de temps à se diffuser dans le monde francophone, et de ce fait, les francophones n'ont, à toute fin pratique, que peu participé à l'élaboration des concepts, outils, méthodes, standards, etc. de notre discipline.

Devant ces constats, l'Agence internationale de la Francophonie (AIF) a lancé en 2004 « un nouveau programme axé sur le renforcement des capacités en évaluation ». Ce programme visait trois objectifs : (1) assurer le développement des pratiques de suivi et d'évaluation dans les pays du sud, (2) améliorer le réseautage des évaluateurs francophones et de leurs associations, et (3) renforcer la présence des francophones dans les différentes instances internationales consacrées à l'évaluation.

Un des gestes concrets posés par l'AIF a été l'établissement du Portail francophone de l'évaluation². Toutefois, il est survenu

¹ La SQÉP y était représentée par Hélène Johnson et Richard Marceau. Jim Cullen, également membre du CA de la SQÉP, représentait la Société canadienne d'évaluation à cette occasion.

² <http://evaluation.francophonie.org>

une restructuration majeure et l'Agence internationale de la francophonie a été intégrée dans l'OIF. La nouvelle organisation a revu ses priorités, ce qui l'a amené à revoir son engagement envers l'évaluation et l'on craint maintenant même la fermeture éventuelle du Portail. Néanmoins, le Congrès de l'AFREA à Niamey en 2007 avait permis à plusieurs évaluateurs de reprendre contact et fort heureusement a inspiré notre collègue **Marie Gervais** à organiser la rencontre de Québec.

La SQÉP considère que l'avancement de l'évaluation francophone constitue un des enjeux importants de l'heure. Un membre du CA sera désigné porteur du dossier de la Francophonie afin que notre société puisse assumer pleinement le rôle qui lui revient en tant que regroupement professionnel des évaluateurs du Québec.



Réunion de Strasbourg

Dans l'ordre habituelle : Denis Paillard, SFE, Guy Cauquill, SFE, Marie Gervais, SQÉP, Annie Fouquet, SFE, Oumoul Ba Tall, OICE, Jean-Louis Dethier, SWEF, Félix Meisels, SQÉP, Jean Quesnel, Coordonnateur du RFE.

Appel de candidatures pour le conseil d'administration de la SQÉP

C'est à titre de membre que la Société québécoise d'évaluation de programme (SQÉP) sollicite votre candidature pour son conseil d'administration (CA). Cette année cinq (5) postes d'administrateur ainsi que celui de président seront soumis au scrutin.

Rappelons que, plus la composition du CA est diversifiée, meilleure est la représentation des membres de la SQÉP. Que vos fonctions soient exclusivement ou en partie consacrées à l'évaluation, pourquoi ne pas penser à soumettre votre candidature en vue de la prochaine assemblée générale de la SQÉP?

L'assemblée générale annuelle aura lieu lors du prochain colloque, soit le vendredi 28 novembre prochain, à Montréal. Les candidats doivent être membres en règle de la SQÉP, avoir 18 ans et être habilités par la loi à contracter.

Les administrateurs et le président sont élus par les membres réunis en assemblée générale. Le mandat de président est d'un an, tandis que celui des administrateurs est de deux ans. Les candidatures peuvent être soumises dès maintenant et jusqu'à l'assemblée générale elle-même. Chaque membre a le droit de soumettre sa propre candidature ou de proposer celle d'un autre membre. Pour être soumise au scrutin, chaque candidature devra être appuyée par au moins un membre. La présence physique des candidats lors des élections est préférable, mais n'est pas une exigence absolue.

Pour soumettre une candidature avant l'assemblée générale, veuillez communiquer avec M. Sylvain Bernier à l'adresse suivante : sbernierconsultant@hotmail.com.

Sur l'utilisation de l'évaluation : La pensée évaluative et l'utilité du processus d'évaluation⁵

Par Michael Quinn Patton, Union Institute and University

L'un des développements majeurs de la dernière décennie dans notre discipline est l'émergence de *l'utilité du processus (process use)* en tant que contribution importante de l'évaluation. *L'utilité du processus* diffère de *l'utilité des résultats (findings use)* d'une évaluation et se manifeste par des changements sur le plan de la manière de penser et des comportements, ainsi que par des changements dans les procédures ou la culture du programme ou de l'organisation issus de l'apprentissage qui a lieu au cours du processus d'une évaluation. L'utilité du processus peut être constatée par des énoncés comme celui-ci : « L'impact de l'évaluation sur notre programme est venu non seulement des constats, mais aussi du processus de réflexion que l'évaluation a exigé. »

Ainsi, une évaluation peut avoir deux genres d'impacts : (1) par l'utilisation de ses résultats et (2) en aidant les personnes qui sont dans les programmes à développer une pensée évaluative.

Enseigner la pensée évaluative peut laisser un impact plus durable que l'utilisation de résultats d'une évaluation. Des résultats d'une évaluation ne sont, en général, pertinents que pour peu de temps. Cependant, apprendre à penser de manière évaluative peut avoir un impact continu. Les parties prenantes qui participent activement à une évaluation développent une capacité accrue à interpréter les données, tirer des conclusions et poser des jugements.

L'utilité du processus peut contribuer à la qualité des dialogues dans les contextes de communautés ou de programmes, comme aux délibérations à l'échelle nationale. Il n'est pas suffisant d'avoir des informations fiables et précises. Les gens doivent aussi savoir utiliser l'information, c'est-à-dire, soupeser les données, contradictions et incohérences, expliciter les valeurs et examiner les hypothèses, pour ne nommer que quelques éléments de ce que l'on entend par *la pensée évaluative*.

La philosophe Hannah Arendt voyait la pensée critique comme étant la base de la démocratie. S'étant échappée du régime de Hitler, elle a consacré une partie importante de sa vie à l'étude du phénomène totalitaire qu'elle croyait construit et soutenu par les mensonges et le contrôle de la pensée. Arendt croyait qu'il était nécessaire de se *pratiquer à penser*, et ce, pour résister aux efforts de contrôle des puissants de ce monde.

À cette fin, elle a inventé huit exercices en pensée politique. Ses exercices ne contiennent pas de prescriptions sur ce qu'il faut penser; ils sont plutôt axés sur les processus critiques de la pensée. Elle trouvait qu'il était important d'aider les gens à

penser conceptuellement, « de découvrir les origines réelles des concepts originaux afin d'en distiller l'esprit original qui se sont tristement évaporés des mots clés du langage politique – tels que la liberté et la justice, l'autorité et la raison, la responsabilité et la vertu, le pouvoir et la gloire, ne laissant derrière que des coquilles vides. »⁵ Nous ajouterions à son agenda conceptuel en vue d'un examen et dialogue publics, des termes tels les indicateurs de rendement et les meilleures pratiques.

De ce point de vue, devrions-nous considérer chaque évaluation comme une occasion pour ceux qui y sont engagés de pratiquer la pensée? Chaque évaluation orientée sur l'utilisation, en engageant activement les utilisateurs prévus de l'évaluation dans le processus, contribuerait à enseigner la pensée critique, offrant ainsi des occasions de renforcer la démocratie à la fois localement et sur une base nationale.

Cette approche ouvre de nouvelles occasions de formation pour la profession d'évaluation. La majorité de nos formations visent à former des évaluateurs – qui sont du côté de « l'offre » de notre profession. Mais nous devons aussi former les utilisateurs des évaluations, afin de faire évoluer « la demande », ainsi qu'accroître chez le grand public la capacité de penser de manière évaluative.

⁵ Arendt, H. (1968). *Between past and future: Eight exercises in political thought* (pp.14-15). New York: The Viking Press.

⁶ Titre original : *On Evaluation Use: Evaluative Thinking and Process Use*. Traduction libre de Félix Meisels. Publiée initialement dans *The Evaluation Exchange* volume IX, numéro 4, hiver 2003/2004, disponible en ligne à <http://www.hfrp.org/evaluation/the-evaluation-exchange>. Traduit et reproduit avec permission.

Nouvelles brèves...

Les bénévoles étudiants du Congrès SCÉ de Québec

La SQÉP remercie très chaleureusement les personnes suivantes qui ont agi à titre de bénévoles durant le Congrès de la Société canadienne d'évaluation en mai dernier : Noémie Boudreault, Catherine Côté, Serge Djossa-Adoun, Geneviève Dussault, Linda Hanna, Anne-Marie Jobin, Geneviève Landry, Euphrosine Mukandoli, Rodrigo Naranjo, Léon Nshimyumukiza, Marianne Provencher, Myriam Villeneuve-Boivin et Ndugumbo Vita.

Evaluation Café

Connaissez-vous ce café? Les évaluateurs le fréquentent depuis 2002. C'est un endroit sympathique, sans prétention et accessible où l'on parle d'évaluation. En fait, c'est l'un des rares endroits où l'on peut côtoyer des gens comme Michael Scriven et Daniel Stufflebeam, pour ne nommer que ceux-là. De quoi s'agit-il ? De présentations informelles par des évaluateurs parfois très connus, parfois moins connus, traitant d'un sujet précis, devant un petit groupe de pairs. Le tout est orchestré par The *Evaluation Center* à l'Université Western Michigan.

Le 16 septembre 2008, Lori Wingate y a présenté *The New Metaevaluation Standards: Metaevaluation Joins Utility, Feasibility, Propriety and Accuracy Among the Program Evaluation Standards*.

Le 23 septembre 2008, le doctorant Ezechukwu Awgu a présenté *Managing the Values of the Key Stakeholders in a Health-Care Setting*.

Les causeries sont toutes enregistrées et les vidéos sont disponibles à l'adresse www.wmich.edu/evalctr/evalcafe.

Le Club de lecture et d'exploration en évaluation (CLEXE)



Le CLEXE ! (Club de lecture et d'exploration en évaluation) cherche à favoriser l'enrichissement de notre pensée évaluative par le biais de lectures et d'échanges sur la littérature en évaluation de programme.

Le mode de fonctionnement est simple. Toutes les deux semaines, nous nous rencontrons dans une classe ou un café près de l'ÉNAP à Québec pour échanger sur un article ou un chapitre de livre. La séance débute par une courte présentation de la personne qui a choisi la lecture (environ 15 minutes) pour se conclure par une période de discussion (environ 30 minutes, ou le temps qu'il faudra!). Nous avons commencé les séances au début juin 2008.

L'initiative est ouverte aux professionnels, étudiants, professeurs ou diplômés intéressés. Pour participer, il suffit de me communiquer votre adresse courriel.

Ghislain Arbour, LL.B., M.A.P.

Étudiant au doctorat en administration publique - ENAP

Téléphone: (418) 641-3000 poste 6895

Télécopieur: (418) 641-3060

www.evaluation,francophone.org

Votre portail

Nous lançons le premier forum du portail francophone de l'évaluation :

L'institutionnalisation de l'évaluation : modalités et enjeux au sein de l'espace francophone

Ce forum permet de renforcer le réseau de la communauté francophone de l'évaluation. Jusqu'à la fin de l'année, vous pourrez débattre et partager vos idées. Les échanges que le forum permettra devraient appuyer une plus grande mutualisation des pratiques francophones de l'évaluation. Ils feront par ailleurs l'objet d'une synthèse publiée sur le portail dans une perspective de capitalisation.

Ce forum s'inscrit directement dans le prolongement de la première édition des **Journées Sénégalaises de l'Évaluation**. Il est aussi le résultat d'un questionnaire que nous avons fait circuler auprès des sociétés nationales d'évaluation, dont la **synthèse** est disponible en ligne. Nous en profitons pour remercier vivement les personnes qui nous ont déjà répondu.

Nous vous attendons nombreux pour débattre autour de ce sujet !

samedi
15
novembre

Formation sur l'évaluation de la durabilité de projets, programmes et politiques

S'inscrire à la formation mise en place par Easy Eco et l'International Institute for Industrial Environmental Economics (IIIEE) avant le 30 Novembre

lire

samedi
15
novembre

Kinshasa : une session de formation organisée sur la gestion axée sur les résultats

A travers la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, un accent particulier est mis sur la gestion axée sur les résultats. Dans ce cadre précis, la Banque mondiale vient d'organiser du 20 au 23 octobre à Kinshasa une session de formation pour des responsables des projets exécutés (...)

lire

mercredi
12
novembre

3èmes rencontres de Rueil-Malmaison : Territoire, évaluation & développement durable

Face aux enjeux globaux du développement durable (climat, énergie, développement...) et considérant le rôle majeur des territoires vis-à-vis de ces enjeux, il est nécessaire de mettre à la disposition des acteurs réflexions et outils leur permettant de développer des stratégies et d'en mesurer les (...)



Francophonie et évaluation

Promouvoir l'évaluation des politiques publiques dans l'espace francophone.

- Pourquoi ce portail ?
- Évaluations commanditées par l'OIF



Acteurs, réseaux et firmes

Retrouver les acteurs de l'évaluation à travers le monde.

- Institutions et réseaux
- Évaluateurs et firmes



Formations et séminaires

Connaitre l'offre des formations et les prochaines rencontres de l'évaluation dans le monde.

- Formations
- Séminaires et congrès



Documentation

Favoriser la diffusion des informations et des ressources relatives à l'évaluation.

- Guides
- Rapports d'évaluation
- Revues spécialisées



Espace interactif

Créer des espaces d'animation dynamique et interactive.

- Des questions ?
- Bulletin d'information
- Forum interactif
- L'actualité de l'évaluation en RSS



Appels d'offres

Améliorer le lien entre l'offre et la demande d'évaluation.

- Déposer un appel d'offres
- Consulter les appels d'offres

http://c2009.evaluationcanada.ca/index.cgi?_lang=fr



Congrès annuel 2009 de la SCÉ L'évaluation, une valeur sûre

English

Accueil et programme

- ▶ Message des coprésidents
- ▶ Thèmes du congrès
- ▶ Écologisation du congrès

Demande de propositions d'exposés et d'ateliers de perfectionnement professionnel

- ▶ Demande de présentations
- ▶ Demande d'ateliers
- ▶ Définitions des exposés

Endroit

- ▶ Ottawa (site promotionnel)

Ottawa, du 31 mai au 3 juin 2009

Au nom de la Section de la capitale nationale de la Société canadienne d'évaluation (SCN de la SCÉ), nous aimerions vous inviter au Congrès annuel 2009 de la Société canadienne d'évaluation, qui aura lieu à Ottawa, du 31 mai au 3 juin 2009.

Cet événement annuel est l'activité de perfectionnement professionnel la plus importante pour les évaluateurs au Canada. Avec quelque 500 membres de la SCÉ et deux programmes universitaires de niveau supérieur en évaluation, la région d'Ottawa est un incubateur pour la pratique de l'évaluation et les débats sur ce sujet. Préparez-vous à tout apprendre sur les questions d'actualité touchant l'évaluation et à en discuter, à renouveler de vieilles amitiés, à établir de nouveaux réseaux et à profiter de la splendide région de la capitale nationale du Canada.

Le but

Le Congrès annuel 2009 de la SCÉ a pour thème « L'évaluation, une valeur sûre ». Le Congrès portera sur quatre dimensions de l'évaluation, y compris la valeur de l'évaluation pour le gouvernement, la valeur de l'évaluation pour l'ensemble de la société, la valeur de l'évaluation sur la scène internationale et assurer la valeur par une profession forte. Quel que soit votre domaine d'intérêt, nous sommes persuadés que le Congrès 2009 de la SCÉ comprendra des exposés et des ateliers instructifs qui seront pertinents pour votre pratique dans le domaine de l'évaluation de programme au Canada et à l'échelle internationale.

De plus, le Congrès est l'occasion idéale de faire du réseautage avec les autres professionnels et experts dans le domaine de l'évaluation et de la mesure du rendement. Vous rencontrerez des personnes qui pourront vous offrir des conseils ou vous aider dans vos propres projets d'évaluation, et d'autres qui pourraient tirer profit de vos conseils, de votre expérience et de votre expertise en évaluation.

Le lieu

Le Congrès 2009 de la SCÉ aura lieu à l'hôtel Westin, au centre-ville d'Ottawa.

L'hôtel est situé sur le canal Rideau, un site patrimonial de l'UNESCO (et l'hiver, l'une des plus grandes patinoires au monde). L'emplacement est idéal! De cet endroit, on peut accéder facilement au marché By (dont les restaurants, les boutiques, la mode et les boîtes de nuit sont sensationnels), aux nombreux sentiers riverains d'Ottawa (pour la bicyclette, la course ou la promenade) et aux excursions en bateau panoramiques sur la rivière des Outaouais.

La région de la vallée de l'Outaouais offre un large choix de beautés naturelles et d'attractions culturelles magnifiques, et la ville d'Ottawa est le lieu d'un grand nombre des meilleurs musées, aménagements culturels et structures historiques au Canada, ainsi que des édifices du Parlement.

Alors que vous vous préparez à faire le voyage, il pourrait vous être utile de commencer par consulter l'un des sites Web suivants :
<http://www.ottawa.com/>,
<http://www.ottawatourism.ca/index.php?lang=fr>.

Si vous avez des questions au sujet du Congrès de la SCÉ ou d'Ottawa, ou si vous souhaitez obtenir de l'aide, veuillez communiquer avec Susan Ryan, au Secrétariat du Congrès :
susan.ryan@thewillowgroup.com

Nous espérons vous voir à Ottawa!

Geraldine Cooney et Simon Roy
Coprésidents du Congrès